

DEUXIÈME TRIMESTRE CLOS LE 29 JUIN 2019

RAPPORT DE GESTION

LE 7 AOÛT 2019



wsp



À PROPOS

WSP est l'une des plus grandes entreprises de services professionnels au monde. Nous sommes engagés envers nos communautés locales et nous nous distinguons par notre savoir collectif international. Nous sommes des experts techniques et des conseillers stratégiques regroupant des ingénieurs, techniciens, scientifiques, architectes, planificateurs, arpenteurs-géomètres et spécialistes de l'environnement, ainsi que des spécialistes de la conception, de la gestion de programme et de projets de construction. Nous concevons des solutions durables pour de nombreux secteurs : transport et infrastructures, bâtiments, environnement, énergie, ressources, ainsi qu'industrie. Nous offrons, en outre, des services-conseils stratégiques. Avec environ 49 000 employés de talent travaillant dans des bureaux situés à travers le monde, nous concevons des projets qui accompagneront la croissance des sociétés pour les générations à venir.

SIÈGE SOCIAL

GROUPE WSP GLOBAL INC.
1600, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 11^E ÉTAGE
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3H 1P9
CANADA

wsp.com

TABLE DES MATIÈRES

1	RAPPORT DE GESTION.....	4
2	MESURES NON CONFORMES AUX IFRS	4
3	SURVOL DE LA SOCIÉTÉ.....	5
4	FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU 2 ^E TRIMESTRE DE 2019	8
5	FAITS SAILLANTS.....	10
6	REVUE DU 2 ^E TRIMESTRE DE 2019	10
7	REVUE FINANCIÈRE	13
8	SITUATION DE TRÉSORERIE.....	25
9	SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES.....	29
10	GOVERNANCE.....	30
11	PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	31
12	NORMES COMPTABLES FUTURES	31
13	INSTRUMENTS FINANCIERS.....	31
14	TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	32
15	ARRANGEMENTS HORS BILAN	32
16	PERSPECTIVES	33
17	ÉNONCÉS PROSPECTIFS	34
18	FACTEURS DE RISQUE.....	36
19	INFORMATION ADDITIONNELLE	36
20	GLOSSAIRE	37

1 RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats d'exploitation consolidés de Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP »), est daté du 7 août 2019 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels celle-ci est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes de la Société pour le trimestre clos le 29 juin 2019 ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour la période close le 29 juin 2019 ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et présentées dans la Partie 1 du *Manuel de CPA Canada - Comptabilité*. Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est non auditée.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour le deuxième trimestre, qui couvre la période allant du 31 mars 2019 au 29 juin 2019. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre, puisque l'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre chaque année.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre », « nos », « WSP » ou « WSP Global » font référence à Groupe WSP Global Inc. Selon le contexte, ce terme peut également inclure les filiales et les entreprises associées.

2 MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La Société présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, elle a eu recours aux mesures non conformes aux IFRS suivantes : les produits des activités ordinaires nets; le BAIIA; le BAIIA ajusté; la marge du BAIIA ajusté; le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social; la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social; le résultat net ajusté; le résultat net ajusté par action; le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises; le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises par action; les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration; le carnet de commandes; les fonds provenant de l'exploitation ajustés; les fonds provenant de l'exploitation ajustés par action; les flux de trésorerie disponibles; les flux de trésorerie disponibles par action; le délai moyen de recouvrement des créances clients (le « délai de recouvrement »); et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, dans la rubrique « Glossaire ». Un rapprochement avec des mesures conformes aux IFRS est présenté à la rubrique 7 du présent rapport de gestion.

La direction de la Société (la « direction ») estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société, puisqu'elles constituent des indicateurs clés de sa performance. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas comptabilisées en vertu des IFRS, n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent différer des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

3 SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde, WSP offre des services en génie et en conception à des clients dans de nombreux secteurs : transport et infrastructures, bâtiments, environnement, énergie, ressources, ainsi qu'industrie. La Société offre, en outre, des services-conseils stratégiques. Ses équipes d'experts regroupent des ingénieurs, des conseillers, des techniciens, des scientifiques, des architectes, des planificateurs, des arpenteurs-géomètres et des spécialistes de l'environnement ainsi que des spécialistes du design et de la gestion de programmes et de projets de construction. Avec environ 49 000 employés de talent travaillant dans des bureaux situés à travers le monde, nous occupons une place de choix pour réaliser des projets durables partout où nos clients ont besoin de nous.

Le modèle d'affaires de la Société est centré sur le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque marché où elle évolue, grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients locaux et nationaux, et à la prise en compte de leurs besoins. Nous offrons une variété de services tout au long de l'exécution du projet, soit de la phase des études initiales de planification et de développement jusqu'aux phases de gestion, de conception, de gestion de la construction, de mise en service et d'entretien du projet ou du programme.

Un tel modèle d'affaires se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. Sur le plan fonctionnel, les leaders des divers segments de marché travaillent en collaboration avec les leaders régionaux au développement et à la coordination des marchés desservis, jumelant les connaissances et les relations locales à une expertise reconnue à l'échelle nationale. La Société a développé une approche d'équipe multidisciplinaire dans le cadre de laquelle les employés travaillent en étroite collaboration avec les clients à l'élaboration de solutions qui respectent les échéanciers et les budgets établis.

Nous croyons avoir des capacités et des compétences assez vastes pour transformer la vision de nos clients en réalité durable, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental.

Les secteurs dans lesquels la Société exerce ses activités sont décrits ci-dessous.

- **Transport et infrastructures** : Les experts de la Société conseillent, planifient, conçoivent et gèrent des projets d'infrastructures ferroviaires, maritimes et urbaines ainsi que des projets d'infrastructures d'aviation, d'autoroutes, de ponts, de tunnels et d'eau. Des clients des secteurs publics et privés, des entrepreneurs en construction ainsi que d'autres partenaires de tous les coins du globe font appel à notre expertise pour élaborer des stratégies de transport et d'infrastructures à moyen et à long terme, ainsi que pour les guider et les appuyer pendant tout le cycle de vie d'une vaste gamme de projets. Nous tirons une grande fierté de notre capacité à résoudre les problèmes les plus complexes de nos clients, à qui nous proposons des solutions complètes, innovatrices et à valeur ajoutée afin de leur permettre d'atteindre les résultats souhaités. Nous offrons une gamme complète de services locaux tout en possédant une longue feuille de route jalonnée de projets couronnés de succès à l'échelle internationale. De plus, nous aidons nos clients à relever les défis et à faire face aux nouveaux enjeux de mobilité, d'adaptation et de financement des infrastructures.
- **Bâtiments** : La Société est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de services de gestion et de consultation technique, avec des antécédents éprouvés lorsqu'il s'agit de réaliser des bâtiments de la plus grande qualité qui soit. Nous participons à chacune des phases du cycle de vie d'un projet, depuis les toutes premières étapes de la planification jusqu'à la conception et la construction, en

passant par la gestion de l'actif et la remise en état. Nos experts techniques offrent des services réellement multidisciplinaires, y compris des services de génie structural et mécanique, électrique et de plomberie, auxquels s'ajoutent un large éventail de services spécialisés comme l'ingénierie de la sécurité incendie, la conception des éclairages, le transport vertical, l'acoustique, les systèmes de bâtiments intelligents, les systèmes audiovisuels, les technologies de l'information, la construction de façades, le conseil en matière de sécurité et la conception d'immeubles écologiques.

- **Environnement** : La Société compte des spécialistes qui travaillent avec des entreprises et des gouvernements et les conseillent sur tous les principaux aspects du volet environnement. Ces experts offrent un large éventail de services relatifs à l'air, au sol, à l'eau et à la santé. Ils conseillent et travaillent avec des clients sur une multitude de questions environnementales autant au chapitre de l'audit, de l'obtention de permis et d'autorisations et de la conformité réglementaire, que de la manipulation et de l'élimination de matières dangereuses, de la remise en état de terrains, de l'évaluation des incidences environnementales et sociales et de la santé et sécurité des employés. Notre réputation repose sur l'aide que nous prodiguons à nos clients partout dans le monde afin d'atténuer le risque, de gérer et de réduire les incidences environnementales et de maximiser les occasions relatives au développement durable, aux changements climatiques, à l'utilisation d'énergie et à l'environnement.
- **Énergie** : La Société offre à ses clients du secteur de l'énergie des solutions complètes pour tous les aspects de leurs projets, qu'il s'agisse de centrales énergétiques de grande envergure, d'installations plus petites sur le site même ou de programmes de mise aux normes et d'efficacité. Elle les aide ainsi à réduire leur consommation d'énergie tout en leur proposant des solutions pour bâtir un avenir durable. Nos experts peuvent fournir des conseils et collaborer à tous les stades d'un projet, depuis les études de pré faisabilité jusqu'à la conception, en passant par l'exploitation, l'entretien et le déclassement. Ils offrent des services de soutien de gestion opérationnelle à long terme dès les premières études de faisabilité, donnent des conseils sur divers aspects de nature technique, financière et environnementale d'un projet, jusqu'à la conception technique et les simulations énergétiques pendant la phase de construction.
- **Ressources** : La Société possède l'envergure et l'expertise nécessaires pour soutenir tous nos clients mondiaux du secteur des ressources. Dans le secteur minier, nos experts travaillent avec les clients tout au long du cycle de vie du projet, depuis la réalisation d'études conceptuelles et de faisabilité jusqu'à composer avec les problèmes d'acceptation sociale, et depuis les études techniques détaillées et les services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projets jusqu'à la fermeture d'un site et sa restauration. Notre expertise s'étend jusqu'à la modélisation des ressources et des réserves, aux essais métallurgiques, à la conception géotechnique et minière ainsi qu'à l'ingénierie détaillée pour l'infrastructure minière. Dans le secteur pétrolier et gazier, nous aidons nos clients à relever quelques-uns des défis les plus exigeants auxquels ils font face du point de vue technique autant que logistique. Nos experts offrent des conseils sur la façon de planifier, de concevoir et de soutenir le développement de pipelines et de réseaux gaziers, ainsi que sur la manière d'assurer l'intégrité de leurs biens essentiels et d'obtenir les permis et consentements requis.
- **Industrie** : La Société travaille dans presque tous les secteurs d'activité, notamment ceux des aliments et des boissons, de la pharmacutique et de la biotechnologie, de l'automobile et des produits chimiques. Nos experts offrent une combinaison hors pair de compétences grâce à leur connaissance approfondie des processus industriels et de production d'énergie, ainsi que l'expertise

en ingénierie requise pour assurer la planification, la conception, la construction et l'exploitation d'une nouvelle usine, ou pour automatiser l'équipement d'installations industrielles existantes. Ils offrent une vaste gamme de services de consultation et d'ingénierie dans de nombreux champs d'activité, couvrant toutes les étapes d'un projet, soit les études stratégiques, la conception et l'analyse de la productivité, jusqu'à jouer le rôle d'ingénieur auprès d'un propriétaire pour chacune des étapes d'un contrat de services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projets.

En plus de ces secteurs, la Société offre les services-conseils stratégiques hautement spécialisés énumérés ci-dessous :

- **Services de planification et services-conseils** : La Société aide ses clients à prendre des décisions éclairées à toutes les étapes du cycle de vie d'un projet, en prenant en considération les changements économiques et environnementaux, les facteurs sociaux, les priorités des gouvernements ainsi que des technologies émergentes. Afin de demeurer concurrentielles et de gérer et d'aménager efficacement leurs infrastructures et leurs biens immobiliers, les organisations du secteur public et du secteur privé cherchent à avoir accès à des données plus précises et aux « leçons apprises » d'experts qui contribuent à mener les clients au succès partout dans le monde. En plus de son expertise à l'échelle locale, la Société offre des modèles de référence internationaux ainsi que des solutions fondées sur les pratiques exemplaires en tirant parti de sa vaste expérience. Notre équipe marie les compétences techniques de notre réseau mondial et un sens aigu des affaires axé sur les résultats pour fournir des stratégies durables et efficaces qui contribuent également à l'avancement des collectivités où nous sommes présents.
- **Services de gestion** : Les professionnels chevronnés de la Société évaluent et comprennent les objectifs des clients ainsi que les réalités techniques, environnementales et commerciales auxquelles ils sont confrontés. Associée à l'offre de services entièrement intégrés de la Société, cette approche holistique nous permet d'établir des relations stratégiques avec nos clients. Nous soutenons ainsi leurs intérêts tout au long des étapes de la planification, de la mise en œuvre et de la mise en service de leurs projets, y compris en cas d'urgence. En mettant l'accent sur les coûts, le calendrier, la qualité et la sécurité, et en utilisant les meilleurs processus et techniques de gestion qui soient, nous sommes en mesure de mobiliser la bonne équipe à l'échelle de l'organisation pour exécuter des projets de différentes tailles et de complexité variée.
- **Services technologiques et durables** – Les professionnels de la Société travaillent tout au long du cycle de vie d'un projet à offrir des solutions novatrices fortement axées sur la gestion du changement et l'engagement des cadres. Tandis que d'importants progrès technologiques sont à même d'améliorer notre façon de vivre, de nous rendre au travail et de nous déplacer, il apparaît que les propriétaires d'immeubles et d'infrastructures doivent non seulement se faire aux changements, mais les adopter de plain-pied. Dans cette optique, nos experts en services technologiques intègrent l'utilisation de solutions logicielles et numériques pour optimiser les projets touchant le génie, l'infrastructure, les bâtiments et l'environnement. De plus, dans un contexte où nous faisons face à d'importants défis liés à la croissance démographique, à la demande et aux contraintes en termes de ressources et aux phénomènes météorologiques extrêmes – qui ont tous une incidence sur la résilience et la durabilité de nos collectivités –, la Société demeure déterminée à intégrer les principes de la durabilité dans son travail de planification, de conception et de gestion, tant pour les biens immobiliers que pour les infrastructures.

4 FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU 2^E TRIMESTRE DE 2019

Le solide début de 2019 se poursuit comme l'indiquent les données financières clés, lesquelles sont conformes aux attentes de la direction. Les perspectives financières pour l'exercice complet ont été mises à jour pour refléter l'ajustement accru découlant d'IFRS 16 *Contrats de location*. La Société a adopté IFRS 16 *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019, selon la méthode rétrospective modifiée, selon laquelle aucun retraitement de la présentation des états financiers de l'exercice précédent n'était exigé.

- Produits des activités ordinaires de 2 311,7 M\$ et produits des activités ordinaires nets de 1 768,6 M\$, en hausse respectivement de 14,1 % et de 14,8 % par rapport au deuxième trimestre de 2018.
- Croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets de 2,5 % pour le trimestre et de 2,9 % pour l'exercice à ce jour, ce qui est conforme aux attentes de la direction.
- BAIIA ajusté de 265,4 M\$, en hausse de 95,9 M\$, ou 56,6 %, en comparaison du deuxième trimestre de 2018. Cette hausse importante du BAIIA ajusté est en grande partie attribuable à l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*. Compte non tenu de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, le BAIIA ajusté se serait établi à 201,7 M\$.
- Marge du BAIIA ajusté de 15,0 %, contre 11,0 % au deuxième trimestre de 2018. Cette hausse importante découle principalement de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*. Compte non tenu de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, la marge du BAIIA ajusté se serait établie à 11,4%.
- Résultat net ajusté de 100,2 M\$, ou 0,95 \$ par action, en hausse respectivement de 19,0 M\$ et de 23,4 % par rapport au deuxième trimestre de 2018. Compte non tenu de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, le résultat net ajusté se serait établi à 107,1 M\$ ou 1,02 \$ par action.
- Résultat net attribuable aux actionnaires se chiffrent à 88,7 M\$, ou 0,84 \$ par action, sur une base diluée, en hausse respectivement de 31,6 % et de 29,2 % par rapport au deuxième trimestre de 2018. Compte non tenu de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, le résultat net attribuable aux actionnaires se serait établi à 95,6 M\$ ou 0,91 \$ par action.
- Carnet de commandes s'établissant à 7 952,7 M\$, représentant 10,7 mois de produits des activités ordinaires, ce qui représente une augmentation de 79,6 M\$, ou 1,0 %, par rapport au premier trimestre de 2019, et de 1 245,8 M\$, ou 18,6 %, par rapport au deuxième trimestre de 2018. La croissance interne du carnet de commandes s'est établie à 2,1 % par rapport au deuxième trimestre de 2018.
- Le délai de recouvrement s'est établi à 80 jours, soit un jour de plus par rapport à celui du deuxième trimestre de 2018 en raison de l'acquisition de Berger Group Holdings, Inc. (« Louis Berger »). Compte non tenu de l'incidence de Louis Berger, le délai de recouvrement aurait été de 77 jours, soit 2 jours de moins qu'au deuxième trimestre de 2018.
- Flux de trésorerie disponibles sur 12 mois continus de 484,8 M\$, soit 171,1 % du résultat net attribuable aux actionnaires.

- En incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté s'établit à 1,6 fois, ce qui est conforme à notre fourchette cible. Compte non tenu de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, en incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté se serait établi à 1,9 fois.
- Dividende trimestriel déclaré de 0,375 \$ par action, et taux de participation au régime de réinvestissement des dividendes (« RRD ») de 51,7 %.
- L'intégration et la restructuration des activités de Louis Berger se déroulent comme prévu. Louis Berger a enregistré une solide croissance des produits des activités ordinaires nets pour le premier semestre de 2019 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

5 FAITS SAILLANTS

Les paragraphes qui suivent présentent les faits saillants pour la période comprise entre le 31 mars 2019 et le 7 août 2019, date de publication du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2019.

Acquisitions

La Société, conformément à sa stratégie en matière d'acquisitions, a effectué trois acquisitions complémentaires, dont deux en Europe et celle de Leach Wallace Associates, Inc. (« Leach Wallace »), aux États-Unis.

Leach Wallace, qui compte 125 employés, est un fournisseur de services de conception technique dans les domaines de la plomberie, de l'électricité et de la mécanique, ainsi que de services connexes, à des clients du secteur des soins de santé. L'acquisition, qui correspond au plan stratégique 2019-2021 de WSP, a donné naissance au plus important fournisseur de services techniques pour le secteur des soins de santé en Amérique du Nord.

Ces acquisitions ont été financées par la trésorerie et les facilités de crédit de WSP.

Nomination

Philippe Fortier a été nommé chef des affaires juridiques de la Société; sa nomination a pris effet au 10 juillet 2019. Dans le cadre de ses fonctions, il assume la responsabilité globale des affaires juridiques de WSP, en plus de soutenir les activités d'acquisition. M. Fortier intervient également à titre de secrétaire général de WSP et il s'est joint à son équipe de direction mondiale.

6 REVUE DU 2^E TRIMESTRE DE 2019

La Société a dégagé des produits des activités ordinaires de 2 311,7 M\$ et des produits des activités ordinaires nets de 1 768,6 M\$ au deuxième trimestre de 2019, en hausse respectivement de 14,1 % et de 14,8 % par rapport au deuxième trimestre de 2018. La croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets a été de 2,5 % et découle principalement des secteurs à présenter Amériques et Asie-Pacifique.

La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 15,0 % pour le trimestre, comparativement à 11,0 % pour la période correspondante de 2018. Cette hausse importante est principalement attribuable à l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019, laquelle exige que les coûts liés à la location engagés par la Société soient comptabilisés dans la dotation aux amortissements des actifs au titre du droit d'utilisation plutôt que dans les charges d'exploitation pour l'exercice 2018 et les exercices antérieurs. Compte non tenu de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, la marge du BAIIA ajusté pour le trimestre se serait établie à 11,4 %, ce qui est conforme aux attentes de la direction.

En ce qui concerne la trésorerie, la Société a affiché un délai de recouvrement de 80 jours, ou 77 jours lorsqu'on ne tient pas compte de l'incidence de Louis Berger, ce qui a été conforme à la saisonnalité du deuxième trimestre. Nos flux de trésorerie disponibles sur 12 mois continus se sont établis à 484,8 M\$, ou 171,1 % du résultat net attribuable aux actionnaires.

Nous mettons à jour notre fourchette prévisionnelle de BAIIA ajusté pour l'exercice complet, qui passe de 950 M\$ à 1 000 M\$ à 970 M\$ à 1 030 M\$. Cette mise à jour reflète la hausse de notre estimation de l'incidence d'IFRS 16 *Contrats de location*, qui devrait maintenant se situer entre 230 M\$ et 240 M\$.

REVUE DES ACTIVITÉS

Canada

Notre secteur à présenter Canada a essentiellement généré une croissance interne stable négative de 0,3 % des produits des activités ordinaires nets, alors que le démarrage des projets en Ontario a continué d'être retardé en raison des élections provinciales de 2018. Compte non tenu de l'incidence positive d'IFRS 16 *Contrats de location*, le marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social est demeurée similaire à celle du deuxième trimestre de 2018, alors que les mesures de compression des coûts ont atténué l'incidence négative de la baisse des taux d'utilisation. Le carnet de commandes a affiché une croissance interne de 3,0 % par rapport au quatrième trimestre de 2018 et de 14,0 % comparativement au premier trimestre de 2019.

Amériques

Notre secteur à présenter Amériques a généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 2,6 % pour le deuxième trimestre de 2019. Compte non tenu des produits nets des activités ordinaires générés par la Federal Emergency Management Agency (« FEMA »), le secteur à présenter Amériques aurait affiché une croissance interne de 3,0 % pour le trimestre et 4,1% pour le premier semestre de 2019. Le carnet de commandes du secteur à présenter a affiché une croissance interne de 8,9 % par rapport au deuxième trimestre de 2018, attribuable surtout aux États-Unis.

Compte non tenu de l'incidence positive d'IFRS 16 *Contrats de location*, la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social est demeurée stable par rapport au deuxième trimestre de 2018.

L'intégration des activités américaines de Louis Berger, acquises au quatrième trimestre de 2018, se déroule comme prévu. Louis Berger a enregistré une solide croissance des produits des activités ordinaires nets pour le premier semestre de 2019 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

EMOIA

Notre secteur à présenter EMOIA a généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 1,5 % pour le trimestre. Le secteur d'activité du transport et des infrastructures au Royaume-Uni a connu un excellent trimestre, ce qui a compensé le ralentissement enregistré par le secteur privé et est attribuable aux préoccupations continues suscitées par le Brexit. Nos activités dans les pays nordiques ont dégagé des résultats conformes aux attentes, alors que la croissance interne et les marges ont été touchées négativement par un écart dans le nombre d'heures facturables entre le deuxième trimestre de 2019 et la période correspondante de 2018. Nos activités au Moyen-Orient ont affiché une croissance interne légèrement négative pour le trimestre, comme la direction s'y attendait, mais les marges se sont améliorées en raison des mesures de compression des coûts.

L'intégration et la restructuration des activités internationales de Louis Berger, activités qui, pour la plupart, font partie du secteur à présenter EMOIA de WSP, se déroulent comme prévu.

Asie-Pacifique

Notre secteur à présenter Asie-Pacifique a affiché une forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 7,6 % pour le trimestre, ce qui est légèrement supérieur aux attentes de la direction. Nos activités en Australie ont continué d'afficher d'excellents résultats, enregistrant une croissance interne à deux chiffres pour le trimestre. Nos activités en Nouvelle-Zélande ont enregistré une croissance interne se situant au milieu de l'intervalle de croissance à un chiffre au deuxième trimestre de 2019, ce qui est conforme aux attentes de la direction. En Asie, nos activités ont affiché une croissance interne se situant à l'extrémité inférieure de l'intervalle de croissance à un chiffre au cours du trimestre, alors que la région poursuit sa stratégie de croissance disciplinée.

7 REVUE FINANCIÈRE

7.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Deuxième trimestre		Premier semestre	
	2019	2018	2019	2018
	Période allant du 31 mars au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} avril au 30 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 30 juin
<i>(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)</i>				
Produits des activités ordinaires	2 311,7 \$	2 025,9 \$	4 485,3 \$	3 936,6 \$
Moins : sous-consultants et coûts directs	543,1 \$	484,8 \$	1 053,3 \$	925,8 \$
Produits des activités ordinaires nets*	1 768,6 \$	1 541,1 \$	3 432,0 \$	3 010,8 \$
Coûts liés au personnel	1 324,7 \$	1 171,9 \$	2 614,8 \$	2 308,8 \$
Autres charges d'exploitation ¹⁾	184,5 \$	200,5 \$	345,0 \$	400,4 \$
Quote-part du résultat des entreprises associées	(6,0) \$	(0,8) \$	(10,1) \$	(1,4) \$
BAIIA ajusté*	265,4 \$	169,5 \$	482,3 \$	303,0 \$
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration*	15,4 \$	18,2 \$	24,4 \$	25,4 \$
BAIIA*	250,0 \$	151,3 \$	457,9 \$	277,6 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	24,5 \$	23,8 \$	48,9 \$	49,0 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	24,3 \$	22,6 \$	48,3 \$	44,3 \$
Dotation aux amortissements de l'actif au titre du droit d'utilisation	59,1 \$	— \$	118,2 \$	— \$
Charges financières	21,4 \$	15,1 \$	35,1 \$	28,7 \$
Quote-part de la dotation aux amortissements des entreprises associées	0,3 \$	0,2 \$	0,8 \$	0,6 \$
Résultat avant impôt	120,4 \$	89,6 \$	206,6 \$	155,0 \$
Charge d'impôt sur le résultat	29,9 \$	21,7 \$	53,1 \$	37,4 \$
Quote-part de l'impôt sur le résultat des entreprises associées	1,3 \$	0,1 \$	2,3 \$	0,1 \$
Résultat net	89,2 \$	67,8 \$	151,2 \$	117,5 \$
Attribuable aux :				
– Actionnaires	88,7 \$	67,4 \$	152,3 \$	117,1 \$
– Participations ne donnant pas le contrôle	0,5 \$	0,4 \$	(1,1) \$	0,4 \$
Résultat net de base par action	0,84 \$	0,65 \$	1,45 \$	1,13 \$
Résultat net dilué par action	0,84 \$	0,65 \$	1,45 \$	1,13 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	105 006 741	103 770 823	104 858 255	103 606 677
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	105 299 746	104 015 114	105 135 285	103 826 962

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les autres charges d'exploitation incluent les profits/pertes de change liés à l'exploitation et les produits d'intérêts.

Dans les rubriques 7.2 à 7.5, nous passons en revue les variations des résultats d'exploitation entre 2019 et 2018, en décrivant les facteurs qui ont eu une incidence sur les produits des activités ordinaires nets, le carnet de commandes, les charges, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social et la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social. Les charges financières, l'impôt sur le résultat, le résultat net, le résultat net ajusté, le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, les fonds provenant de l'exploitation ajustés et les flux de trésorerie disponibles font également l'objet d'une revue sur une base consolidée aux rubriques 7.6 à 7.10.

7.2 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

La performance et les résultats financiers de la Société doivent être mesurés et analysés en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, soit les produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier sensiblement d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs de la performance des services d'experts-conseils.

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (qui comprend l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Le tableau qui suit présente un résumé des variations des produits des activités ordinaires nets et du nombre d'employés, par secteur à présenter et au total, d'un exercice à l'autre.

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Deuxième trimestre				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets* 2019	274,2 \$	611,0 \$	602,9 \$	280,5 \$	1 768,6 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2018	275,1 \$	442,3 \$	564,6 \$	259,1 \$	1 541,1 \$
Variation nette (%)	(0,3) %	38,1 %	6,8 %	8,3 %	14,8 %
Croissance interne**	(0,3) %	2,6 %	1,5 %	7,6 %	2,5 %
Croissance découlant d'acquisitions**	— %	31,6 %	8,2 %	3,0 %	12,5 %
Incidence des variations des cours du change***	— %	3,9 %	(2,9) %	(2,3) %	(0,2) %
Variation nette (%)	(0,3) %	38,1 %	6,8 %	8,3 %	14,8 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et le nombre d'employés)	Premier semestre				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets* 2019	518,7 \$	1 150,0 \$	1 215,8 \$	547,5 \$	3 432,0 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2018	517,9 \$	872,6 \$	1 114,6 \$	505,7 \$	3 010,8 \$
Variation nette (%)	0,2 %	31,8 %	9,1 %	8,3 %	14,0 %
Croissance interne**	0,2 %	1,1 %	3,6 %	7,3 %	2,9 %
Croissance découlant d'acquisitions**	— %	27,6 %	8,9 %	3,0 %	11,7 %
Incidence des variations des cours du change***	— %	3,1 %	(3,4) %	(2,0) %	(0,6) %
Variation nette (%)	0,2 %	31,8 %	9,1 %	8,3 %	14,0 %
Nombre approximatif d'employés – 2019	8 300	12 800	19 300	8 600	49 000
Nombre approximatif d'employés – 2018	8 200	10 300	17 000	8 100	43 600
Variation nette (%)	1,2 %	24,3 %	13,5 %	6,2 %	12,4 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

À la clôture du deuxième trimestre de 2019, les produits des activités ordinaires nets de la Société s'établissaient à 1 768,6 M\$, en hausse de 227,5 M\$, ou 14,8 %, par rapport au deuxième trimestre de 2018.

7.2.1 CANADA

Les produits des activités ordinaires nets générés par notre secteur à présenter Canada se sont chiffrés à 274,2 M\$ au deuxième trimestre de 2019, ce qui représente une croissance interne négative de 0,9 M\$, ou 0,3 %, par rapport à la période correspondante de 2018. Pour le semestre clos le 29 juin 2019, les produits des activités ordinaires nets générés par notre secteur à présenter Canada se sont chiffrés à 518,7 M\$, ce qui représente une augmentation de 0,8 M\$, ou 0,2 %, par rapport à la période correspondante de 2018. La croissance interne stable des produits des activités ordinaires nets enregistrée pour le trimestre et l'exercice à ce jour découle principalement de la baisse des taux d'utilisation occasionnée par des démarrages de projet retardés.

Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 65,0 % des produits des activités ordinaires nets.

7.2.2 AMÉRIQUES

Les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur à présenter Amériques se sont élevés à 611,0 M\$ au deuxième trimestre de 2019, soit une hausse de 168,7 M\$, ou 38,1 %, par rapport à la période correspondante de 2018. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, se sont établies respectivement à 31,6 % et à 2,6 %. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions provient surtout de l'acquisition de Louis Berger au quatrième trimestre de 2018.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur à présenter Amériques se sont élevés à 1 150,0 M\$, soit une hausse de 277,4 M\$, ou 31,8 %, par rapport à la période correspondante de 2018. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets se sont établies respectivement à 27,6 % et à 1,1 %. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions provient surtout de l'acquisition de Louis Berger. Les cours du change ont eu une incidence positive à la fois pour le trimestre et l'exercice à ce jour en raison principalement de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain (2019 par rapport à 2018).

Compte non tenu des produits nets des activités ordinaires générés au premier semestre de 2018 et 2019 par la FEMA, le secteur à présenter Amériques aurait affiché une croissance interne de 3,0 % pour le deuxième trimestre de 2019 et de 4,1 % pour les six premiers mois de 2019.

Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 80,4 % des produits des activités ordinaires nets.

7.2.3 EMOIA

Les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter EMOIA se sont élevés à 602,9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2019, soit une hausse de 38,3 M\$, ou 6,8 %, par rapport au deuxième trimestre de 2018. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets et la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, en devises constantes, se sont chiffrées respectivement à 1,5 % et à 8,2 %. La croissance interne a subi l'incidence négative d'un écart dans le nombre d'heures facturables au deuxième trimestre de 2019 par rapport à la même période en 2018 dans les pays nordiques, où les flux de revenus sont principalement tributaires du temps et des matériaux. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions était essentiellement liée à l'acquisition de Louis Berger.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter EMOIA se sont élevés à 1 215,8 M\$, soit une hausse de 101,2 M\$, ou 9,1 %, par rapport à la période correspondante de 2018. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets et la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, en devises constantes, se sont chiffrées respectivement à 3,6 % et à 8,9 %. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets est conforme aux attentes de la direction et a été générée principalement par les activités au Royaume-Uni et dans les pays nordiques. Les cours du change ont eu une incidence négative en raison principalement de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la plupart des monnaies européennes.

Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 82,6 % des produits des activités ordinaires nets.

7.2.4 ASIE-PACIFIQUE

Les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique se sont élevés à 280,5 M\$ au deuxième trimestre de 2019, en hausse de 21,4 M\$, ou 8,3 %, par rapport à la période correspondante de 2018. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets et la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, en devises constantes dans les deux cas, se sont établies respectivement à 7,6 % et à 3,0 %. La croissance interne des produits des activités ordinaires a légèrement dépassé les attentes de la direction, l'essentiel de la croissance étant lié à nos activités en Australie et en Nouvelle-Zélande. La croissance découlant d'acquisitions est principalement attribuable à l'acquisition d'Irwinconsult (« Irwinconsult ») par la Société au quatrième trimestre de 2018.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique se sont élevés à 547,5 M\$, en hausse de 41,8 M\$, ou 8,3 %, par rapport à la période correspondante de 2018. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets et la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, en devises constantes dans les deux cas, se sont établies respectivement à 7,3 % et à 3,0 %. La croissance découlant d'acquisitions est principalement attribuable à l'acquisition d'Irwinconsult par la Société. Nos activités en Australie et en Nouvelle-Zélande ont affiché une forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets dans la plupart des secteurs de marché.

Nos activités en Asie ont affiché une croissance interne positive des produits des activités ordinaires nets, tant pour le trimestre que pour l'exercice à ce jour.

Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 84,9 % des produits des activités ordinaires nets.

7.3 CARNET DE COMMANDES

Deuxième trimestre de 2019

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	1 089,5 \$	3 610,6 \$	2 053,1 \$	1 199,5 \$	7 952,7 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Premier trimestre de 2019

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	955,2 \$	3 675,2 \$	2 081,7 \$	1 161,0 \$	7 873,1 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Deuxième trimestre de 2018

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	1 058,0 \$	2 400,1 \$	2 073,3 \$	1 175,5 \$	6 706,9 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au 29 juin 2019, le carnet de commandes s'établissait à 7 952,7 M\$ et correspondait à 10,7 mois de produits des activités ordinaires, ce qui représente une hausse de 79,6 M\$, ou 1,0 %, par rapport au premier trimestre de 2019 et une augmentation de 1 245,8 M\$, ou 18,6 %, par rapport au deuxième trimestre de 2018.

L'augmentation importante du carnet de commandes par rapport au deuxième trimestre de 2018 est principalement attribuable à la croissance interne et à l'acquisition de Louis Berger en décembre 2018. En devises constantes, le carnet de commandes de la Société a affiché une croissance interne de 2,1 % par rapport au deuxième trimestre de 2018. L'ampleur et le calendrier d'attribution des contrats peuvent avoir – et ont effectivement – une incidence importante sur cette mesure.

7.4 CHARGES

Le tableau qui suit résume les résultats d'exploitation de la Société exprimés en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

	Deuxième trimestre		Premier semestre	
	2019	2018	2019	2018
	Période allant du 31 mars au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} avril au 30 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 30 juin
(pourcentage des produits des activités ordinaires nets)				
Produits des activités ordinaires nets*	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	74,9 %	76,0 %	76,2 %	76,7 %
Autres charges d'exploitation ¹⁾	10,4 %	13,0 %	10,1 %	13,3 %
Quote-part du résultat des entreprises associées	(0,3) %	— %	(0,3) %	— %
BAIIA ajusté*	15,0 %	11,0 %	14,0 %	10,0 %
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration*	0,9 %	1,2 %	0,7 %	0,8 %
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	1,4 %	1,5 %	1,4 %	1,6 %
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1,4 %	1,5 %	1,4 %	1,5 %
Dotations aux amortissements des actifs au titre du droit d'utilisation	3,3 \$	— %	3,4 %	— %
Charges financières	1,2 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Quote-part de la dotation aux amortissements des entreprises associées	— %	— %	— %	— %
Charge d'impôt sur le résultat	1,7 %	1,4 %	1,5 %	1,2 %
Résultat net	5,1 %	4,4 %	4,6 %	3,9 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les autres charges d'exploitation incluent les profits et pertes de change et les produits d'intérêts.

Les charges se composent de deux principaux éléments, à savoir les coûts liés au personnel et les autres charges d'exploitation.

Les coûts liés au personnel comprennent les charges salariales de tous les employés s'occupant de la prestation de services de consultation et de l'exécution de projets, ainsi que les coûts liés au personnel administratif et à celui du siège social.

En 2019, les autres charges d'exploitation incluent des coûts fixes tels que les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles, les coûts liés aux locaux à bureaux (essentiellement les coûts de services publics et coûts d'entretien), le profit ou la perte de change et les produits d'intérêts. En 2018, les autres charges d'exploitation incluaient des coûts fixes tels que les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles, les charges locatives des bureaux et autres coûts connexes (essentiellement, les services publics et l'entretien), le profit ou la perte de change et les produits d'intérêts. En raison de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019, la majeure partie des charges locatives des bureaux en 2019 ont dû être exclues des autres charges d'exploitation, pour être plutôt comptabilisées dans la dotation aux amortissements des actifs au titre du droit d'utilisation.

Pour le trimestre et l'exercice à ce jour, les coûts liés au personnel en pourcentage des produits des activités ordinaires nets ont été légèrement inférieurs par rapport à la période correspondante de 2018.

Pour le trimestre et l'exercice à ce jour, les autres charges d'exploitation en pourcentage des produits des activités ordinaires nets ont diminué de façon importante, du fait principalement de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, qui a nécessité la comptabilisation de la plupart des coûts liés aux contrats de location engagés par la Société dans la dotation aux amortissements des actifs au titre du droit d'utilisation.

La marge du BAIIA ajustée s'est établie à 15,0 % pour le trimestre et à 14,0 % pour le premier semestre de l'exercice, contre 11,0 % et 10,0 % pour les périodes correspondantes de 2018, hausse surtout attribuable à l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, qui a fait en sorte que la plupart des coûts liés à la location engagés par la Société ont dû être comptabilisés dans la dotation aux amortissements des actifs au titre du droit d'utilisation.

Compte non tenu de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, la marge du BAIIA ajusté pour le trimestre et l'exercice à ce jour se serait établie respectivement à 11,4 % et à 10,3 %, ce qui est supérieur à celle des périodes correspondantes de 2018 et conforme aux attentes de la direction.

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration sont des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de son évaluation de la performance opérationnelle et financière sous-jacente. En conséquence, ces coûts sont pris en compte isolément dans l'état consolidé du résultat net de la Société.

Au deuxième trimestre de 2019, la Société a engagé des coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration de 15,4 M\$ essentiellement liés à l'acquisition de Louis Berger, d'Irwinconsult et à d'autres acquisitions réalisées au cours des six premiers mois de 2019.

La dotation aux amortissements des actifs au titre du droit d'utilisation se rapporte aux charges locatives engagées par la Société pour les locaux à bureaux et le matériel loués auprès de tiers. Depuis l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, ces coûts doivent être présentés séparément en tant que dotation aux amortissements.

Enfin, la Société a inscrit des charges telles que la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. Pour le trimestre, ces charges sont demeurées stables par rapport à la période correspondante de 2018.

7.5 BAIIA AJUSTÉ PAR SECTEUR À PRÉSENTER

	Deuxième trimestre de 2019				
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	274,2 \$	611,0 \$	602,9 \$	280,5 \$	1 768,6 \$
BAIIA ajusté*					265,4 \$
Charges du siège social					25,4 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	52,0 \$	122,6 \$	77,3 \$	38,9 \$	290,8 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	19,0 %	20,1 %	12,8 %	13,9 %	16,4 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

	Deuxième trimestre de 2018				
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	275,1 \$	442,3 \$	564,6 \$	259,1 \$	1 541,1 \$
BAIIA ajusté*					169,5 \$
Charges du siège social					22,7 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	37,9 \$	74,0 \$	54,3 \$	26,0 \$	192,2 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	13,8 %	16,7 %	9,6 %	10,0 %	12,5 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

	Premier semestre de 2019				
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	518,7 \$	1 150,0 \$	1 215,8 \$	547,5 \$	3 432,0 \$
BAIIA ajusté*					482,3 \$
Charges du siège social					46,4 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	90,0 \$	201,2 \$	160,5 \$	77,0 \$	528,7 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	17,4 %	17,5 %	13,2 %	14,1 %	15,4 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

	Premier semestre de 2018				
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	517,9 \$	872,6 \$	1 114,6 \$	505,7 \$	3 010,8 \$
BAIIA ajusté*					303,0 \$
Charges du siège social					42,6 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	61,5 \$	123,2 \$	111,7 \$	49,2 \$	345,6 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	11,9 %	14,1 %	10,0 %	9,7 %	11,5 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté consolidé, dans les deux cas avant déduction des charges du siège social, se sont établis respectivement à 290,8 M\$ et à 16,4 % pour le trimestre, en comparaison de 192,2 M\$ et de 12,5 % pour la période correspondante de 2018.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté consolidé, dans les deux cas avant déduction des charges du siège social, se sont établis respectivement à 528,7 M\$ et à 15,4 %, en comparaison de 345,6 M\$ et de 11,5 % pour les périodes correspondantes de 2018.

Les hausses importantes affichées pour le premier trimestre et l'exercice à ce jour par toutes les mesures du BAIIA ajusté, sur une base consolidée et par chacun des secteurs à présenter, sont principalement attribuables à l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

Compte non tenu de l'incidence d'IFRS 16 *Contrats de location*, la marge du BAIIA ajusté, avant déduction des charges du siège social enregistrées par tous les secteurs à présenter de la Société, est demeurée stable ou a augmenté pour le trimestre et l'exercice à ce jour.

L'intégration des activités de Louis Berger, lesquelles présentent des coûts structurels de base plus élevés en comparaison des anciennes activités de WSP aux États-Unis a eu une incidence négative sur l'indicateur sectoriel représenté par la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social.

Les charges du siège social inscrites pour le trimestre se sont établies à 25,4 M\$, en légère hausse par rapport aux attentes de la direction se situant dans une fourchette trimestrielle de 20,0 M\$ à 25,0 M\$, en raison principalement de l'augmentation des charges liées au régime incitatif à long terme de la Société.

L'appréciation du cours de l'action et la performance positive de certains indicateurs de rendement du régime incitatif à long terme sont les principaux moteurs touchant les charges liées au régime incitatif à long terme. Les charges du siège social pour le semestre clos le 29 juin 2019 se sont établies à 46,4 M\$, ce qui correspond à la fourchette des prévisions.

De nombreux facteurs influent sur la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, tels que la saisonnalité, la nature des projets, les prix, l'environnement concurrentiel, l'exécution des projets, les hausses de coûts, les cours du change et la productivité des employés.

7.6 CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières de la Société se rapportent principalement aux charges d'intérêts liées aux facilités de crédit, aux charges financières nettes liées aux obligations au titre des régimes de retraite, aux profits ou pertes de change sur les actifs et les passifs en monnaies étrangères, aux profits ou pertes sur les autres actifs et aux écarts de conversion latents liés aux instruments financiers. Depuis le 1^{er} janvier 2019, en raison de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, les charges financières nettes comprennent aussi la charge d'intérêts sur l'obligation locative liée aux actifs au titre du droit d'utilisation. La Société recourt à ses facilités de crédit pour gérer son fonds de roulement et pour financer ses dépenses d'investissement et ses acquisitions d'entreprises.

Les charges financières inscrites pour le trimestre et l'exercice à ce jour ont été supérieures par rapport à celles des périodes correspondantes de 2018. Cette hausse découle principalement des variations du solde de la dette au cours de ces périodes et de la charge d'intérêts comptabilisée sur l'obligation locative liée aux actifs au titre du droit d'utilisation.

7.7 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au deuxième trimestre de 2019, une charge d'impôt sur le résultat de 29,9 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 119,1 M\$ (déduction faite de la quote-part des impôts sur les bénéfices nets attribuables aux entreprises associées de 1,3 M\$), soit un taux d'impôt effectif de 25,1 %.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, une charge d'impôt sur le résultat de 53,1 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 204,3 M\$ (déduction faite de la quote-part des impôts sur les bénéfices nets attribuables aux entreprises associées de 2,3 M\$), soit un taux d'impôt effectif de 26,0 %, ce qui correspond aux prévisions de la fourchette de taux d'impôt de 26 % à 28 % de la Société pour l'exercice entier.

7.8 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le deuxième trimestre de 2019 s'est élevé à 88,7 M\$, ou 0,84 \$ par action sur une base diluée, en comparaison de 67,4 M\$, ou 0,65 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2018. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires nets.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 152,3 M\$, ou 1,45 \$ par action sur une base diluée, en comparaison de 117,1 M\$, ou 1,13 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2018. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires nets et à l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté.

Le résultat net par action est une mesure couramment utilisée pour mesurer le rendement d'une société. Toutefois, la direction estime que, dans le cas des sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, le résultat net ajusté par action, le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action (en raison de la diversité des méthodes comptables relatives à la répartition du coût d'achat au goodwill et aux immobilisations incorporelles), les fonds provenant de l'exploitation ajustés par action et les flux de trésorerie disponibles par action sont des mesures qui devraient être prises en considération pour évaluer le rendement d'une société par rapport à ses concurrents. Ces mesures sont présentées aux rubriques 7.9 et 7.10.

7.9 RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET, DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ ET DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ COMPTE NON TENU DE L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

	Deuxième trimestre		Premier semestre	
	2019	2018	2019	2018
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 31 mars au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} avril au 30 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 30 juin
Résultat net attribuable aux actionnaires	88,7 \$	67,4 \$	152,3 \$	117,1 \$
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration*	15,4 \$	18,2 \$	24,4 \$	25,4 \$
Impôt sur le résultat relatif aux coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration	(3,9) \$	(4,4) \$	(6,3) \$	(6,1) \$
Résultat net ajusté*	100,2 \$	81,2 \$	170,4 \$	136,4 \$
Résultat net ajusté par action*	0,95 \$	0,78 \$	1,63 \$	1,32 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	15,8 \$	16,5 \$	31,8 \$	33,5 \$
Impôt sur le résultat relatif à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(4,0) \$	(4,0) \$	(8,3) \$	(8,1) \$
Résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions*	112,0 \$	93,7 \$	193,9 \$	161,8 \$
Résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action*	1,07 \$	0,90 \$	1,85 \$	1,56 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	105 006 741	103 770 823	104 858 255	103 606 677

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le résultat net ajusté s'est établi à 100,2 M\$, ou 0,95 \$ par action, au deuxième trimestre de 2019, comparativement à 81,2 M\$, ou 0,78 \$ par action, au deuxième trimestre de 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des produits des activités ordinaires nets et à l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, le résultat net ajusté s'est établi à 170,4 M\$, ou 1,63 \$ par action, comparativement à 136,4 M\$, ou 1,32 \$ par action, pour la période correspondante de 2018. Cette hausse est principalement attribuable aux mêmes facteurs qui expliquent la variation enregistrée pour le trimestre.

Le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions s'est établi à 112,0 M\$, ou 1,07 \$ par action, au deuxième trimestre de 2019, comparativement à 93,7 M\$, ou 0,90 \$ par action, pour la période correspondante de 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des produits des activités ordinaires nets et à l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions s'est établi à 193,9 M\$, ou 1,85 \$ par action, comparativement à 161,8 M\$, ou 1,56 \$ par action, pour la période correspondante de 2018. Cette hausse est principalement attribuable aux mêmes facteurs qui expliquent la variation enregistrée pour le trimestre.

7.10 FONDS PROVENANT DE L'EXPLOITATION AJUSTÉS ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Deuxième trimestre		Premier semestre	
	2019	2018	2019	2018
	Période allant du 31 mars au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} avril au 30 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 30 juin
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	96,6 \$	10,4 \$	124,3 \$	70,9 \$
À l'exclusion de :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(103,0)	(97,0)	(245,5)	(151,0)
Fonds provenant de l'exploitation ajustés*	199,6 \$	107,4 \$	369,8 \$	221,9 \$
Fonds provenant de l'exploitation ajustés par action*	1,90 \$	1,03 \$	3,53 \$	2,14 \$
Y compris :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(103,0) \$	(97,0) \$	(245,5) \$	(151,0) \$
Moins :				
Paiements de loyers	64,6 \$	— \$	130,0 \$	— \$
Dépenses d'investissement, montant net**	17,6 \$	27,0 \$	38,1 \$	52,1 \$
Flux de trésorerie disponibles*	14,4 \$	(16,6) \$	(43,8) \$	18,8 \$
Flux de trésorerie disponibles par action*	0,14 \$	(0,16) \$	(0,42) \$	0,18 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	105 006 741	103 770 823	104 858 255	103 606 677

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** Correspond aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions.

7.10.1 FONDS PROVENANT DE L'EXPLOITATION AJUSTÉS

Les fonds provenant de l'exploitation ajustés constituent une mesure utilisée par la Société pour fournir à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds générés par les activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour le deuxième trimestre de 2019, la Société a inscrit des fonds provenant de l'exploitation ajustés de 199,6 M\$, ou 1,90 \$ par action, comparativement à 107,4 M\$, ou 1,03 \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté enregistrée au deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, la Société a inscrit des fonds provenant de l'exploitation ajustés de 369,8 M\$, ou 3,53 \$ par action, comparativement à 221,9 M\$, ou 2,14 \$ par action, pour la période correspondante de 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté enregistrée en 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018.

7.10.2 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice de ses activités d'exploitation et autres activités. Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, c'est-à-dire les créanciers et les actionnaires de la Société.

Pour le deuxième trimestre de 2019, la Société a enregistré des flux de trésorerie disponibles de 14,4 M\$, ou 0,14 \$ par action, comparativement à des flux de trésorerie disponibles négatifs de 16,6 M\$, ou 0,16 \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2018. Cette augmentation des flux de trésorerie disponibles est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté enregistré en 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, la Société a enregistré des flux de trésorerie disponibles négatifs de 43,8 M\$, ou 0,42 \$ par action, comparativement à des flux de trésorerie disponibles de 18,8 M\$, ou 0,18 \$ par action, pour la période correspondante de 2018. Cette diminution des flux de trésorerie disponibles est surtout attribuable à la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les flux de trésorerie disponibles doivent être examinés d'un exercice à l'autre plutôt que d'un trimestre à l'autre, puisque le moment des investissements dans des projets et la gestion du fonds de roulement peuvent avoir une incidence à court terme. Ainsi, les flux de trésorerie disponibles sur 12 mois continus se sont établis à 484,8 M\$, ou 171,1 % du résultat net attribuable aux actionnaires.

8 SITUATION DE TRÉSORERIE

	Deuxième trimestre		Premier semestre	
	2019	2018	2019	2018
(en millions de dollars)	Période allant du 31 mars au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} avril au 30 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 30 juin
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	96,6 \$	10,4 \$	124,3 \$	70,9 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(20,2) \$	(16,2) \$	(52,9) \$	(4,8) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(68,4) \$	(30,7) \$	(93,6) \$	(96,9) \$
Effet des variations des cours du change sur la trésorerie	(1,0) \$	(4,6) \$	(7,4) \$	2,9 \$
Variation nette de la trésorerie	7,0 \$	(41,1) \$	(29,6) \$	(27,9) \$
Dividendes versés	19,6 \$	20,3 \$	39,2 \$	39,8 \$
Dépenses d'investissement nettes	17,6 \$	27,0 \$	38,1 \$	52,1 \$

8.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 96,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2019, comparativement à 10,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018. L'augmentation des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation découle essentiellement de la hausse du résultat net enregistrée en 2019 et de la prise en compte de la dotation aux amortissements de la charge au titre du droit d'utilisation de l'actif dans les activités d'exploitation à la suite de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 124,3 M\$ pour le semestre clos le 29 juin 2019, comparativement à 70,9 M\$ pour la période correspondante de 2018. Cette hausse est principalement attribuable aux mêmes facteurs qui expliquent la variation enregistrée pour le trimestre.

8.2 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement du deuxième trimestre de 2019 ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 20,2 M\$, comparativement à 16,2 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018. Au cours du trimestre, la Société a émis des actions pour un montant de 0,4 M\$, prélevé 74,6 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé 75,6 M\$ au titre d'obligations locatives et de passifs divers, y compris des charges d'intérêts, et versé des dividendes de 19,6 M\$ aux actionnaires. Au deuxième trimestre de 2018, la Société a émis 0,3 M\$ d'actions, prélevé un montant de 19,9 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 16,1 M\$, et versé des dividendes aux actionnaires de 20,3 M\$.

Pour le semestre clos le 29 juin 2019, les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 52,9 M\$, comparativement à 4,8 M\$ pour la période correspondante de 2018. Au cours du semestre, la Société a augmenté son endettement de 138,6 M\$, émis des actions pour un montant de 0,5 M\$, remboursé 152,8 M\$ au titre d'obligations locatives et de passifs divers, y compris des charges d'intérêts, et versé des dividendes de 39,2 M\$ aux actionnaires. Au cours de la période correspondante de 2018, la Société avait augmenté son endettement de 65,4 M\$, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts et des frais financiers, d'un montant de 31,4 M\$, émis 1,0 M\$ d'actions et versé des dividendes aux actionnaires de 39,8 M\$.

8.3 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement du deuxième trimestre de 2019 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 68,4 M\$, contre 30,7 M\$ pour le deuxième trimestre de 2018. La Société a effectué des sorties de fonds de 50,8 M\$ liées à des acquisitions d'entreprises passées et courantes, et acquis du matériel et des immobilisations incorporelles totalisant 19,5 M\$ au deuxième trimestre de 2019, en comparaison de 4,3 M\$ et de 27,5 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2018.

Les activités d'investissement du semestre clos le 29 juin 2019 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 93,6 M\$, contre 96,9 M\$ pour la période correspondante de 2018. La Société a effectué des sorties de fonds de 55,5 M\$ liées à des acquisitions d'entreprises passées et courantes et a acquis du matériel et des immobilisations incorporelles totalisant 46,5 M\$ au premier semestre de 2019, en comparaison de 45,6 M\$ et de 53,3 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2018.

8.4 DETTE NETTE

(en millions de dollars)	2019	2018
	Au 29 juin	Au 31 décembre
Dettes à long terme et autres passifs financiers ¹⁾	1 651,7 \$	1 524,7 \$
Moins : trésorerie	(252,8) \$	(254,7) \$
Dettes nettes*	1 398,9 \$	1 270,0 \$
BAlIA ajusté sur 12 mois continus*	839,3 \$	660,0 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Y compris leur partie courante.

Au 29 juin 2019, l'état de la situation financière de la Société était sain et comportait un bon équilibre entre les dettes et les capitaux propres. La dette nette de la Société s'est établie à 1 398,9 M\$ et son ratio de la dette nette sur le BAlIA ajusté sur 12 mois continus, à 1,7 fois. En incluant le BAlIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio est de 1,6 fois. Exclusion faite de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, en incluant un BAlIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio de la dette nette sur le BAlIA ajusté aurait été de 1,9 fois.

8.5 DIVIDENDES

Le 14 mai 2019, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire, à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits le 30 juin 2019. Ce dividende a été versé le 15 juillet 2019. Au 29 juin 2019, 105 054 561 actions étaient émises et en circulation, en comparaison de 103 831 333 au 30 juin 2018. Au deuxième trimestre de 2019, une partie du dividende payé au premier trimestre a été réinvestie dans 278 991 actions ordinaires dans le cadre du RRD. Les dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2019 ont totalisé 39,4 M\$, contre 38,9 M\$ au deuxième trimestre de 2018. Les porteurs de 54 337 510 actions, représentant 51,7 % du total des actions en circulation en date du 30 juin 2019, ont choisi de participer au RRD. De ce fait, du total des dividendes payés le 15 juillet 2019, 20,4 M\$ ont été réinvestis en actions de la Société. La sortie nette de trésorerie, le 15 juillet 2019, a été de 19,0 M\$ pour le paiement du dividende du deuxième trimestre.

Le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu du résultat actuel de la Société et de ses besoins financiers actuels en fonction de ses activités. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil des besoins futurs, de la performance financière, des liquidités et d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date de clôture des registres et date de paiement sont déterminés par le conseil, à sa discrétion. Certains renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

8.6 OPTIONS SUR ACTIONS

Au 7 août 2019, 837 934 options sur actions étaient en cours, à un prix d'exercice variant de 35,12 \$ à 59,75 \$.

8.7 SOURCES DE FINANCEMENT

(en millions de dollars)	2019	2018
	Au 29 juin	Au 31 décembre
Trésorerie	252,8 \$	254,7 \$
Facilité de crédit consortiale disponible	698,8 \$	918,0 \$
Autres facilités de crédit d'exploitation	83,7 \$	101,9 \$
Sources de financement à court terme disponibles	1 035,3 \$	1 274,6 \$

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et ses sources de financement à court terme disponibles lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement prévues.

8.8 FACILITÉ DE CRÉDIT

Au 29 juin 2019, la Société disposait d'une facilité de crédit d'un montant maximal de 1 800,0 M\$ US consentie par un consortium d'institutions financières. La facilité de crédit peut être utilisée pour financer les frais généraux de la Société et financer ses acquisitions d'entreprises. Aux termes de cette facilité de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et de la couverture des charges fixes. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues en vertu de sa facilité de crédit. Toutes les clauses étaient respectées au 29 juin 2019.

9 SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

	2019**			2018			2017		
	Total	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
(en millions de dollars, sauf les données par action)	Sur 12 mois	Période allant du 31 mars au 29 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 30 mars	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} juillet au 29 septembre	Période allant du 1 ^{er} avril au 30 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 mars	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 2 juillet au 30 septembre
Résultats d'exploitation									
Produits des activités ordinaires	8 456,8	\$ 2 311,7	\$ 2 173,6	\$ 2 043,9	\$ 1 927,6	\$ 2 025,9	\$ 1 910,7	\$ 1 954,3	\$ 1 636,8
Produits des activités ordinaires nets*	6 441,8	\$ 1 768,6	\$ 1 663,4	\$ 1 541,0	\$ 1 468,8	\$ 1 541,1	\$ 1 469,7	\$ 1 478,6	\$ 1 286,2
BAlIA ajusté*	839,3	\$ 265,4	\$ 216,9	\$ 169,5	\$ 187,5	\$ 169,5	\$ 133,5	\$ 140,0	\$ 160,4
Résultat net attribuable aux actionnaires	283,3	\$ 88,7	\$ 63,6	\$ 43,3	\$ 87,7	\$ 67,4	\$ 49,7	\$ 30,3	\$ 72,6
Résultat net de base par action		0,84	\$ 0,61	\$ 0,41	\$ 0,84	\$ 0,65	\$ 0,48	\$ 0,29	\$ 0,71
Résultat net dilué par action		0,84	\$ 0,61	\$ 0,41	\$ 0,84	\$ 0,65	\$ 0,48	\$ 0,29	\$ 0,71
Carnet de commandes*		7 952,7	\$ 7 873,1	\$ 7 678,7	\$ 6 509,1	\$ 6 706,9	\$ 6 718,8	\$ 6 361,6	\$ 5 963,9
Dividendes									
Dividendes déclarés	157,0	\$ 39,4	\$ 39,3	\$ 39,2	\$ 39,1	\$ 38,9	\$ 38,8	\$ 38,7	\$ 38,5
Dividendes déclarés, par action	1,50	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375	\$ 0,375

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** Adoption d'IFRS 16 Contrats de location, le 1^{er} janvier 2019.

10 GOUVERNANCE

10.1 CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur est communiquée, particulièrement durant la période de préparation des rapports annuels;
- l'information qui doit être présentée dans les rapports annuels, les rapports intermédiaires ou les autres rapports que la Société dépose ou soumet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») d'après le cadre intégré de contrôle interne qui a été conçu par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « cadre de 2013 du COSO »), pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

En raison des limites inhérentes des CPCI et du CIIF, la direction ne s'attend pas à ce que les CPCI et le CIIF permettent de prévenir ou de détecter toutes les erreurs ou les anomalies intentionnelles résultant d'actes frauduleux.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint l'étendue des travaux de conception des CPCI et du CIIF afin d'exclure les contrôles, méthodes et procédures liés à l'acquisition de Louis Berger, conclue le 18 décembre 2018, comme il est permis en vertu du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lequel autorise ce genre de traitement pour les 365 jours suivant une acquisition. Des informations financières résumées relatives à l'acquisition de Louis Berger sont présentées à la note 4 des états financiers consolidés audités de 2018 de la Société.

Il n'est survenu, au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2019 au 29 juillet 2019, aucun changement touchant le CIIF de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur le CIIF de la Société. Les contrôles continueront d'être analysés périodiquement afin d'assurer une amélioration continue.

10.2 RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le comité d'audit et le conseil de WSP ont revu et approuvé les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période close les 29 juin 2019 ainsi que le présent rapport de gestion avant leur publication.

11 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board applicables à la préparation des états financiers intermédiaires, notamment IAS 34 *Information financière intermédiaire*, et selon les mêmes méthodes comptables que celles qui ont été appliquées lors de l'établissement des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 ainsi que selon les nouvelles méthodes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2019.

Veillez vous reporter aux états financiers consolidés audités de 2018 et aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2019 de la Société pour de plus amples renseignements sur les principales méthodes comptables et les estimations importantes qui ont été utilisées pour dresser les états financiers.

12 NORMES COMPTABLES FUTURES

Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 et le rapport de gestion qui s'y rapporte présentaient les normes comptables futures publiées par l'IASB et entrant en vigueur au cours des exercices à venir.

13 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les états financiers consolidés audités 2018 de la Société décrivent à la note 27 les risques liés aux instruments financiers et la façon dont la Société gère ces risques. Pour le deuxième trimestre de 2019, aucun changement important ne s'est produit à l'égard des risques liés aux instruments financiers, et aucune modification importante n'a été apportée au classement des instruments financiers. En outre, la méthode utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers n'a pas changé au cours du deuxième trimestre de 2019.

14 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société détient le contrôle sur ses filiales, lesquelles sont consolidées dans les états financiers consolidés. Certains accords de gestion ont été mis en place avec des entités structurées qui fournissent différents services, principalement dans le secteur de l'architecture. Ces accords de gestion permettent à la Société d'exercer un contrôle sur la gestion et les activités de ces entités. La Société reçoit également des honoraires de gestion et a des obligations à l'égard des passifs et des pertes de ces entités. Compte tenu de ces faits et circonstances, la direction a conclu que ces entités sont contrôlées par la Société et, par conséquent, elle les a intégrées dans ses états financiers consolidés.

Les transactions entre les filiales et les entités structurées sont conclues dans le cours normal des activités, dans des conditions de concurrence normale. La totalité des transactions et des soldes intragroupe ont été éliminés.

La Société réalise certaines activités de concert avec d'autres parties dans le cadre de partenariats classés à titre d'entreprises communes. Pour comptabiliser ces partenariats, la Société inscrit sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires, des charges et des flux de trésorerie en utilisant les plus récents états financiers disponibles de ces partenariats.

15 ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan, à l'exception de lettres de crédit.

16 PERSPECTIVES

La fourchette cible initiale pour 2019 est datée du 13 mars 2019 et fait partie du rapport de gestion de 2018 portant sur les résultats financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Elle est fournie afin d'aider les analystes et les actionnaires à forger leurs opinions respectives en ce qui concerne 2019, et leur utilisation à toute autre fin risque de ne pas convenir aux besoins du lecteur. Les mesures présentées sont susceptibles de changer. Les renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la fourchette cible initiale pour 2019 (sans l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*) et de la fourchette cible révisée au 7 août 2019 (compte tenu de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*).

	FOURCHETTE CIBLE INITIALE POUR 2019 Sans l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	FOURCHETTE CIBLE POUR 2019 Compte tenu de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 <i>Contrats de location</i>
Produits des activités ordinaires nets*	Entre 6 600 M\$ et 6 900 M\$	Entre 6 600 M\$ et 6 900 M\$
BAIIA ajusté*	Entre 740 M\$ et 790 M\$	Entre 970 M\$ et 1 030 M\$
Saisonnalité et fluctuations du BAIIA ajusté*	Entre 18 % et 30 %, le premier trimestre étant le plus bas et le troisième, le plus haut	Entre 20 % et 30 %, le premier trimestre étant le plus bas et le troisième, le plus haut
Taux d'impôt effectif	Entre 26 % et 28 %	Entre 26 % et 28 %
Délai de recouvrement*	De 78 à 83 jours	De 78 à 83 jours
Dépenses d'investissement nettes**	Entre 120 M\$ et 135 M\$	Entre 120 M\$ et 135 M\$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté*	Entre 1,5 fois et 2,5 fois ¹⁾	Entre 1,0 fois et 2,0 fois ¹⁾
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration*	Entre 30 M\$ et 40 M\$	Entre 30 M\$ et 40 M\$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** Correspond aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions.

1) Cible à l'exclusion de toute dette requise pour financer des acquisitions éventuelles en 2019.

L'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019, a eu une incidence sur les fourchettes initiales fournies dans le rapport de gestion de 2018 de la Société daté du 13 mars 2019 et se rapportant au BAIIA ajusté, aux fluctuations du BAIIA ajusté dues à la saisonnalité et au ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté.

Avant le 1^{er} janvier 2019, selon IAS 17 *Contrats de location*, la plupart des contrats de location de la Société étaient classés comme des contrats de location simple et étaient généralement passés en charges sur une base linéaire dans les postes « Charges locatives » (contrats de location visant des immeubles) ou « Autres charges d'exploitation » (contrats de location visant du matériel). Selon IFRS 16 *Contrats de location*, la plupart des contrats de location doivent être inscrits à l'actif, ce qui crée un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la plus courte de la

durée d'utilité de l'actif et la durée du contrat selon le mode linéaire. L'obligation locative actualisée subit l'incidence de la comptabilisation d'une charge d'intérêts et des paiements de loyers en trésorerie.

Par conséquent, l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté et une incidence négative sur les charges financières et sur le résultat net comparativement à 2018 et aux exercices antérieurs.

Les fourchettes cibles présentées dans le tableau ci-dessus ont été établies en supposant qu'aucune variation n'aura lieu dans les cours du change sur les marchés où la Société exerce ses activités. Aux fins de l'établissement de ses fourchettes cibles pour 2019 (fourchettes cibles initiales et fourchettes cibles 2019 tenant compte de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location*), la Société a pris en considération plusieurs hypothèses relatives à l'économie et au marché concernant la concurrence, l'environnement politique et la performance économique de chaque région dans laquelle elle exerce des activités. Elle a aussi présumé que les facteurs économiques et la concurrence demeureraient stables dans les régions où elle exerce ses activités.

Les prévisions ont été préparées en utilisant les taux d'imposition en vigueur au 31 décembre 2018 dans les pays où la Société mène des activités et en supposant qu'aucun changement ne sera apporté à la législation fiscale applicable dans ces pays. Dans les prévisions pour 2019, la Société n'a pas tenu compte des éventuels regroupements d'entreprises, cessions, fusions ou autres transactions susceptibles de se produire après la publication du rapport de gestion daté du 13 mars 2019. La Société tient à préciser que les hypothèses utilisées pour établir les prévisions de 2019 pourraient se révéler incorrectes ou inexactes. Par conséquent, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement des estimations formulées dans le présent rapport de gestion.

17 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En plus de communiquer des données historiques, la Société formule ou présente, dans le présent rapport de gestion, des énoncés ou de l'information qui ne sont pas fondés sur des faits passés et peuvent être considérés comme étant de l'information prospective ou des énoncés prospectifs en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la direction quant à la croissance, aux résultats d'exploitation, au rendement et aux perspectives d'affaires de même qu'aux débouchés de la Société ou de son secteur d'activité.

Ce rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, y compris les perspectives discutées à la rubrique 16. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « pouvoir », « devoir », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer » ou d'autres termes semblables, employés au présent, au futur ou au conditionnel, y compris à la forme négative. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la direction et sont fondés sur certaines hypothèses et certains facteurs présentés dans le présent rapport de gestion, hypothèses et facteurs qui, par leur nature, sont assujettis à des incertitudes et à des risques inhérents. Bien que la Société considère que ces hypothèses et ces facteurs sont raisonnables en fonction des renseignements disponibles au 13 mai 2019, les événements ou les résultats pourraient différer fortement des résultats, des prévisions ou des conclusions prévus de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Pour évaluer les énoncés prospectifs, les investisseurs devraient spécifiquement prendre en compte divers facteurs, notamment, mais sans s'y limiter, les facteurs de risque décrits aux sections suivantes de la rubrique 21 du rapport de gestion de 2018 : « activités internationales », « risque lié à la réputation », « risques pour la santé, la sécurité et l'environnement », « non-conformité aux lois et aux règlements », « défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques », « modifications du carnet de commandes », « produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales », « mécanismes de contrôles et divulgation », « risque de poursuites », « croissance par voie d'acquisitions », « intégration et gestion des acquisitions », « défis associés à la taille », « risques associés à des contrats pour services professionnels », « partenariats », « conjoncture économique », « dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-traitants », « disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié », « utilisation adéquate de la main-d'œuvre », « arrêt de travail et conflits de travail », « plafonds d'assurance », « conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres », « concurrence dans le secteur », « modifications de la réglementation », « sensibilité accrue face aux facteurs environnementaux », « détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie », « besoins en fonds de roulement », « créances clients », « hausse de l'endettement et de la mobilisation de capitaux », « dépréciation du goodwill », « exposition aux monnaies étrangères », « impôt sur le résultat », « obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-capitalisés », « dilution potentielle », « émission éventuelle d'actions privilégiées », « risques liés aux énoncés prospectifs ». Les investisseurs devraient également prendre en considération les autres risques dont il est fait mention dans les rapports que la Société dépose de temps à autre auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières, qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats indiqués de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs de la Société sont fondés sur des postulats que cette dernière considérait comme étant raisonnables au 7 août 2019, comme des postulats à propos de ce qui suit : la conjoncture économique et politique, l'état de l'économie mondiale et de l'économie dans les régions où la Société exerce des activités, l'état des marchés de capitaux et de crédit mondiaux et locaux et l'accès à ces marchés, les taux d'intérêt, les besoins en fonds de roulement, le recouvrement de créances, l'obtention de nouveaux contrats par la Société, le type de contrats conclus par la Société, les marges anticipées relativement aux nouveaux contrats obtenus, l'utilisation de la main-d'œuvre par la Société, la capacité de la Société d'attirer de nouveaux clients, la capacité de la Société de retenir ses clients, les changements dans l'exécution des contrats, la réalisation des projets, la concurrence, la capacité de la Société de réussir l'intégration des entreprises acquises, l'acquisition et l'intégration futures d'entreprises, la capacité de la Société de gérer la croissance, les facteurs externes qui touchent les activités internationales de la Société, l'état du carnet de commandes de la Société, les ententes de partenariats en cours ou celles que la Société conclura, les immobilisations par les secteurs public et privé, les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants, les relations avec la direction, les professionnels clés et les autres employés de la Société, le maintien en vigueur d'assurances suffisantes, la gestion du risque environnemental et des risques en matière de santé et de sécurité, le caractère suffisant des systèmes d'information, de la technologie de communication et des autres éléments technologiques actuels et planifiés de la Société, la conformité aux lois et aux règlements, les poursuites judiciaires futures, le caractère adéquat des mécanismes internes de contrôle et d'information, le cadre réglementaire, la dépréciation du goodwill, la fluctuation des devises étrangères, les lois et les règlements en matière de fiscalité auxquels la Société est assujettie, et l'état des régimes d'avantages sociaux de la Société. Le présent rapport de gestion fait état d'autres postulats (particulièrement sous la rubrique « Perspectives »). Si ces postulats ne se révèlent pas exacts, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement de ceux qui sont décrits de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les résultats et les événements pourraient différer sensiblement des attentes actuelles en raison des risques associés au secteur à présenter de la Société, à l'industrie et à l'économie mondiale, de même qu'en raison des postulats avancés relativement à ces risques. De ce fait, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à ceux formulés dans les énoncés prospectifs. La Société ne met pas à jour ni ne révisé nécessairement les énoncés prospectifs, même si de nouvelles informations deviennent disponibles, à moins que la loi ne l'exige. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

18 FACTEURS DE RISQUE

Les résultats d'exploitation, les perspectives d'affaires, la situation financière et la réalisation du plan stratégique de la Société sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes et subissent l'influence d'un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir d'importantes répercussions négatives sur ses activités et sa situation financière et ses perspectives. Ces risques devraient être pris en considération pour évaluer un investissement dans la Société et pourraient, entre autres, entraîner une baisse du cours des actions de la Société ou compromettre sa capacité à déclarer des dividendes sur ces dernières. Les risques et les incertitudes auxquels est exposée la Société n'ont pas changé de façon significative par rapport à ceux qui sont décrits dans la rubrique « Facteurs de risque » du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

19 INFORMATION ADDITIONNELLE

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web à l'adresse www.wsp.com et sur celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est disponible sur ces sites.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 29 juin 2019, la Société avait 105 054 561 actions ordinaires en circulation. Au 7 août 2019, elle avait 105 339 945 actions ordinaires en circulation en raison de l'émission d'actions réalisée dans le cadre du RRD après le paiement, en juillet 2019, du dividende du deuxième trimestre.

La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

20 GLOSSAIRE

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

Les produits des activités ordinaires nets sont définis comme étant les produits des activités ordinaires moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres coûts directs recouvrables directement auprès des clients. Les produits des activités ordinaires nets ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Par conséquent, les produits des activités ordinaires nets pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avertis que les produits des activités ordinaires nets ne devraient pas être interprétés comme une mesure de remplacement des produits des activités ordinaires de la période (tels qu'ils sont établis conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société.

BAIIA

Le BAIIA renvoie au résultat avant les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat et la dotation aux amortissements. Le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités de financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté renvoie au résultat avant les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat, la dotation aux amortissements et les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration. Le BAIIA ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ajusté ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités de financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA ajusté peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA ajusté de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS.

BAlIA AJUSTÉ AVANT DÉDUCTION DES CHARGES DU SIÈGE SOCIAL

Le BAlIA ajusté avant déduction des charges du siège social est défini comme le BAlIA ajusté compte non tenu des charges du siège social. Les charges du siège social correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquels ne sont pas attribués aux secteurs à présenter. Cette mesure n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les secteurs à présenter les uns avec les autres.

MARGE DU BAlIA AJUSTÉ AVANT DÉDUCTION DES CHARGES DU SIÈGE SOCIAL

La marge du BAlIA ajusté avant déduction des charges du siège social est définie comme le BAlIA ajusté excluant les charges du siège social exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAlIA ajusté avant déduction des charges du siège social n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les secteurs à présenter les uns avec les autres.

RÉSULTAT NET AJUSTÉ ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ PAR ACTION

Le résultat net ajusté représente le résultat net attribuable aux actionnaires compte non tenu des coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration et de l'incidence fiscale liée à ces coûts. Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Cette mesure permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises pouvant entraîner des coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration élevés pour la Société qui, à son avis, ne devraient pas être pris en compte dans l'évaluation de la performance financière et opérationnelle sous-jacente.

Le résultat net ajusté par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

RÉSULTAT NET AJUSTÉ COMPTE NON TENU DE L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ EXCLUANT L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS PAR ACTION

Le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) se définit comme étant le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires, compte non tenu de la dotation aux amortissements liée aux carnets de commandes, aux relations clients, aux accords de non-concurrence et aux marques de commerce pris en compte dans les regroupements d'entreprises, ou de l'impôt sur le résultat relatif à cet amortissement. Le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Cette mesure permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises.

Le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

COÛTS D'ACQUISITION, D'INTÉGRATION ET DE RESTRUCTURATION

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Ils représentent des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de l'évaluation de sa performance opérationnelle et financière sous-jacente.

En 2017 et en 2018, les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration comprenaient principalement les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises (pour une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition) ainsi que tout profit ou toute perte découlant de la cession d'actifs non essentiels. En 2018, les coûts du programme d'impartition des services de TI ont également été inclus dans ce poste. Ces coûts correspondent essentiellement à des coûts de dédoublement et de transition découlant de la sous-traitance du soutien de l'infrastructure de TI et du soutien informatique et au coût des services passés ayant trait à d'anciens régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni.

À compter de 2019, la Société engagera des coûts de restructuration liés à l'acquisition de Louis Berger, tel qu'il a été annoncé au moment de cette acquisition.

CARNET DE COMMANDES

Le carnet de commandes n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Il représente les produits futurs découlant de contrats signés à exécuter. La méthode utilisée par la Société pour calculer son carnet de commandes peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

FONDS PROVENANT DE L'EXPLOITATION AJUSTÉS ET FONDS PROVENANT DE L'EXPLOITATION AJUSTÉS PAR ACTION

Les fonds provenant de l'exploitation ajustés ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Ils fournissent à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds liés aux activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les fonds provenant de l'exploitation ajustés par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES PAR ACTION

Les flux de trésorerie disponibles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Ils fournissent une mesure constante et comparable des liquidités discrétionnaires que génère la Société et dont elle dispose. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tels qu'ils sont présentés selon les IFRS, plus les liquidités discrétionnaires de la Société qui sont générées par d'autres activités (s'il y a lieu), moins les paiements de loyers et les dépenses d'investissement nettes.

Les flux de trésorerie disponibles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

DÉLAI MOYEN DE RECOUVREMENT DES CRÉANCES CLIENTS (« DÉLAI DE RECOUVREMENT »)

Le délai de recouvrement n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Il s'agit du nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus. La méthode utilisée par la Société pour calculer le délai de recouvrement peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

RATIO DE LA DETTE NETTE SUR LE BAIIA AJUSTÉ

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. La dette nette est définie comme étant la dette à long terme et les autres passifs financiers, y compris les parties courantes excluant l'obligation locative et déduction faite de la trésorerie. La Société utilise ce ratio comme mesure de son levier financier, et il est calculé en fonction de notre BAIIA ajusté sur 12 mois continus.